



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Plan Logement d'abord - Attributions de subventions à diverses associations en charge de la réalisation des actions 2021 - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan gouvernemental « Logement d'abord » 2018-2022 a pour ambition de réduire significativement le sans-abrisme d'ici à la fin du quinquennat. La Métropole a été retenue en mars 2018 comme territoire de mise en œuvre accélérée à la suite de la réponse de la Collectivité à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le Ministère de la cohésion des territoires.

Une convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2022 a été conclue en date du 21 avril 2021 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, déterminant pour 2 ans des priorités communes de travail sous forme d'axes thématiques, ainsi que les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées.

Dans ce cadre, l'Etat a délégué à la Métropole une enveloppe d'un montant global de 426 000 € au titre de sa contribution pour l'année 2021 à la mise en œuvre des actions du plan. En complément des crédits délégués par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole engage ses fonds propres à hauteur de 351 000 €, dont 250 000 € sur le budget du FSL (géré par la CAF), dont la vocation est de financer des mesures d'accompagnement social et la gestion de logements d'insertion au bénéfice de ménages en difficulté, et 101 500 € hors FSL inscrits au budget primitif de la Métropole.

Il y a lieu désormais d'affecter les subventions convenues aux organismes opérateurs des différentes actions du plan Logement d'abord en 2021, selon la répartition proposée dans le tableau ci-après, étant entendu qu'une subvention d'un montant de 140 000 € a déjà été attribuée à l'association GEST-A-RE par délibération du 29 mars 2021, pour la mise en œuvre d'une action de prévention précoce des expulsions :

| OPERATEURS | ACTIONS | ETAT crédits supports Ld'A attribués par 3M | 3M Crédits propres | TOTAL |
|---|--|--|--------------------------|------------------|
| CNRS – UNIV P.Valéry – Maison des Sciences de l'Homme (MSH SUD) | Etude un jour donné et structuration d'un observatoire du sans- abrisme | 55 000 € | 15 000 | 70 000 € |
| ADAGES/MAISON DU LOGEMENT | Plateforme d'Accès aux droits liés à l'habitat ADLH (FAP, ADAGES, ATU, GESTARE) | 25 000 € | 25 000 € | 50 000 € |
| URIOPSS | Formation au Logement d'abord | 20 000 € | 16 500 € | 36 500 € |
| CARRUD "REDUIRE LES RISQUES" | Action d'insertion professionnelle pour les jeunes de moins de 25 ans en situation de rue | 25 000 € | 20 000 € | 45 000 € |
| S.I.A.O. | Poste de médecin coordinateur à mi-temps | 50 000 € | | 50 000 € |
| Total | | 175 000 € | 76 500 € | 251 500 € |

En outre, le poste de chef de projet du plan Logement d'abord, désormais porté directement par la Métropole est financé pour moitié par les crédits d'ingénierie de l'Etat, et pour moitié par la Métropole pour un total de 50 000 €.

Au regard des contributions 2021 de l'Etat et de la Métropole (hors FSL) à la réalisation du plan Logement d'abord mentionnées plus haut, un montant de 86 000 € restera à affecter lors d'un prochain Conseil pour trois autres actions à mettre en œuvre tel que convenu par les deux partenaires : le projet « équipement des logements des personnes en situation de rue », la plateforme d'accompagnement des ménages et l'action de mobilisation du parc privé à vocation sociale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus pour un montant total de 251 500 €, sous réserve de la signature des conventions attributives afférentes ;
- D'approuver les projets de conventions afférentes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Yves BARRAL, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160657-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- URIOPSS
- SIAO
- CNRS MSH
- ADLH
- CAARUD Reduire les risques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.